

SAINT-AUBERT



VILLERS-EN-CAUCHIES



AVESNES-LES-AUBERT



RIEUX-EN-CAMBRESIS



QUIÉVY



SAINT-HILAIRE-LEZ-CAMBRAI



SAINT-VAAST-EN-CAMBRESIS



Monsieur Franck MORDACQ
Direction régionale des Finances publiques
82 avenue Kennedy
BP 70689
59 033 LILLE CEDEX

Monsieur le Directeur Régional,

Nous avons bien reçu votre courrier en date du 6 juillet dernier où vous nous transmettez une deuxième version de la carte du réseau des finances publiques du département du Nord, liée à la réforme de la direction générale des finances publiques.

Vous évoquez que celle-ci fait suite à la « *large concertation* » mise en œuvre depuis juin 2019, mais aussi que « *la crise sanitaire (...) n'a pas remis en cause le bien-fondé de la réforme* ».

Nous sommes tout d'abord très surpris, au regard des circonstances actuelles, que le fond de la réforme n'ait pas été remis en cause et que seuls quelques ajustements mineurs aient été opérés.

Vous parlez de concertation. Or, force est de constater que les 7 maires que nous sommes – qui défendons ce service public de proximité et les liens ordonnateurs-comptables – n'ont à l'évidence pas été entendus.

Nous avons déjà évoqué nos fortes réserves lors de la rencontre du 17 septembre 2019 à Caudry.

Nous avons également exprimé nos inquiétudes par voie de presse en octobre 2019.

À l'évidence, la concertation ne va que dans un sens. Elle est en effet très verticale.

Nous y voyons une certaine forme de mépris à l'endroit des élus locaux que nous sommes, alors même que le Premier Ministre Jean Castex a réaffirmé son « *souci du dialogue* » et des « *territoires* ». Cherchez l'erreur !

Pour notre part, nous entendons vous réaffirmer avec force que nous refusons et nous opposons à la fermeture de la trésorerie d'Avesnes-les-Aubert.

Croyez bien que les services de gestion comptable, les conseillers aux élus locaux, les accueils de proximité ne remplaceront jamais le lien indéfectible qui unit nos communes et nos habitants aux services et aux agents de la perception.

Comment d'ailleurs peut-il être évoqué qu'il y aura demain plus de proximité envers les usagers, alors que dans le même temps est annoncée la suppression de plus de 5 000 agents des finances ?

Nous considérons également que la crise a révélé et mis en exergue, s'il le fallait, le besoin de services publics de proximité avec un renforcement des moyens humains, et non son démantèlement.

Or aujourd'hui, la réforme proposée va, à l'évidence, à l'encontre des besoins et des attentes légitimes des usagers et sacrifie le lien indéfectible entre les ordonnateurs et les comptables.

Ce n'est pas acceptable ! Encore moins dans notre secteur rural où de nombreuses communes n'ont pas de service comptable.

C'est pourquoi, nous vous adressons la présente pour vous exposer, à nouveau et en espérant être entendus, notre plus profond mécontentement et notre refus de voir fermer notre trésorerie, qui ne deviendrait alors qu'une simple permanence.

Nous y sommes attachés et vous ne pouvez y rester sourd.

La concertation vaut pour tous, y compris pour ceux, bien plus nombreux que vous l'estimez, qui s'opposent à cette réforme inique. Nous vous proposons d'ailleurs de nous rencontrer pour en discuter plus largement.

Vous souhaitant bonne réception de la présente, nous vous prions d'agréer, **Monsieur le Directeur Régional**, nos plus sincères salutations.

M. Pascal GÉRARD, *Maire de Saint-Aubert*

M. Pascal DUEZ, *Maire de Villers-en-Cauchies*

M. Alexandre BASQUIN, *Maire d'Avesnes-les-Aubert*

M. Michel MOUSSI, *Maire de Rieux-en-Cambrésis*

M. Daniel BLAIRON, *Maire de Quiévy*

M. Maurice DEFAUX, *Maire de Saint-Hilaire-lez-Cambrai*

M. Stéphane JUMEAUX, *Maire de Saint-Vaast-en-Cambrésis*